

# RAPPORT

## *D'ACTIVITÉ*



CAISSE  
DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS

20

17



# SOMMAIRE

---

<b>MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL</b>	<b>P. 4</b>
<b>CONTEXTE ÉCONOMIQUE</b>	<b>P. 6</b>
<b>IDENTITÉ</b>	<b>P. 8</b>
La CDC du Gabon en bref	P. 8
Missions	P. 8
Un modèle économique financier et robuste	P. 10
Notre vision	P. 11
<b>ORGANIGRAMME</b>	<b>P. 12</b>
<b>SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS MÉTIERS</b>	<b>P. 13</b>
Les services bancaires	P. 13
<b>LES OPÉRATIONS BANCAIRES RÈGLEMENTÉES</b>	<b>P. 16</b>
Les professions juridiques	P. 16
Les charges générées par l'activité	P. 18
Les cautions douanières	P. 19
<b>LE RECOUVREMENT DU FNH</b>	<b>P. 20</b>
<b>LES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES</b>	<b>P. 21</b>
<b>LES PARTICIPATIONS</b>	<b>P. 23</b>
<b>LA DYNAMISATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>P. 25</b>
<b>SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS SUPPORTS</b>	<b>P. 26</b>
Les ressources humaines	P. 26
Les systèmes d'information	P. 28
<b>INNOVATION</b>	<b>P. 30</b>
Les relations avec le Fonds Vert pour le Climat	P. 30
<b>GOUVERNANCE - PILOTAGE - CONTRÔLE</b>	<b>P. 31</b>
La mise en oeuvre des orientations stratégiques 2018 - 2021	P. 31
La production de l'information comptable	P. 32
L'audit et le contrôle interne	P. 32
<b>ETATS FINANCIERS</b>	<b>P. 30</b>

# MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

---

L'exercice 2017 marque un tournant dans la vie de la Caisse des Dépôts et Consignations. Sept ans après sa création, l'institution a fait le bilan de sa phase d'opérationnalisation et du développement de ses métiers.

Si nous pouvons nous satisfaire de ce qu'elle a su être perçue comme une institution capable d'accompagner les politiques publiques, elle devra sans cesse se réinventer et demeurer une institution de référence de par la qualité de ses interventions. Malgré le contexte économique difficile du fait de la forte dépendance du pays aux ressources pétrolières, la CDC a su résister grâce à la robustesse de son modèle économique, fortement éprouvé par une baisse significative de ses ressources et du niveau global des dépôts.

Elle a réinventé ses propres idées et méthodes, en se recentrant sur ses missions de base. Elle a dû se replier pour avoir une perspective sur elle-même et sur le ressenti des communautés pour lesquelles elle oeuvre.

Au moment où elle amorce son second plan stratégique 2018-2021, elle rayonne par sa capacité à être résiliente et innovante. Avec de grandes aptitudes à apprendre, à analyser et à rechercher des réponses aux enjeux économiques et de développement. La CDC a un énorme potentiel de progression et de réussite qu'elle tire des Ressources Humaines qui la composent. Elle continuera d'affirmer son positionnement de Tiers de confiance à travers la qualité de sa gestion et de sa gouvernance d'une part, ainsi que sa capacité à nouer des par-

tenariats de long terme pour accompagner les politiques publiques d'autre part.

La CDC a fait le choix de soutenir la transition énergétique et de promouvoir le développement urbain afin d'accompagner le programme de logement des plus hautes autorités du pays.

L'institution a donc pris le parti de continuer à relever le défi du développement, en optimisant l'impact de son action sur les communautés et les territoires. A ce titre, un accent particulier est mis sur le développement, l'expertise de ses Ressources Humaines afin d'approfondir l'impact de l'institution auprès des collectivités locales.

**Herman Régis NZOUNDOU  
BIGNOUMBA**





# CONTEXTE ÉCONOMIQUE

L'année 2017 a été caractérisée par la reprise de l'économie mondiale, soutenue aussi bien par une accélération de l'activité dans les principaux pays avancés, que dans de nombreux pays émergents et en développement (Chine, Russie et Inde).

La bonne tenue des investissements et des échanges commerciaux au niveau mondial, la consolidation de la demande interne dans les pays avancés et l'amélioration des conditions financières, ont constitué les principaux moteurs de l'embellie, favorisée en outre par un contexte de relèvement progressif des cours des matières premières et des produits de base.

Toutefois, l'économie mondiale bien qu'en hausse reste confrontée à certains dysfonctionnements à savoir une augmentation rapide de la dette de nombreux pays, un niveau de chômage toujours élevé et des tensions géopolitiques, notamment au proche et moyen orient. Dans ces conditions, le taux de croissance de l'économie mondiale en 2017 a été de 3,8% contre 3,2% un an plus tôt. Au niveau national, malgré la crise liée à la baisse des cours du pétrole, le Gabon a enregistré une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 0,8 % en 2017. En vue d'améliorer la performance des administrations publiques, le Gouvernement gabonais a initié des réformes visant à rationaliser l'effectif des fonction-

naires et à réorienter les ressources publiques vers l'obligation de résultats.

Le Gabon fait face au double défi de résorber ses dépenses, notamment pour régler les arriérés, et de financer de larges projets d'infrastructures nécessaires à la diversification économique. Les partenariats publics-privés font partie des solutions retenues.

En effet, au plan national, l'économie gabonaise, après avoir enregistré un choc inhérent au retournement des cours du pétrole, a mieux résisté que par le passé aux effets liés à cette crise. Cela traduit une amélioration de la résilience de l'économie nationale, résultat des efforts de transformation structurelle engagés depuis quelques années. La reprise économique mondiale a été bénéfique au secteur extérieur, puisque le Gabon a enregistré une forte hausse (+39,6%) de l'excédent de sa balance commerciale qui s'est établie à 1 204,2 milliards de FCFA en 2017. Cette bonne tendance sur le plan des échanges extérieurs s'est opérée dans un contexte de hausse légère du crédit intérieur net (+0,2%), tiré par la progression du niveau des créances sur l'Etat (+9,4%) alors que le crédit à l'économie recule de 4,4%.

On note également la baisse de la masse monétaire (-10,5%) et des avoirs extérieurs nets (-36,3%). Dans le même sillage, le total agrégé des bilans des banques a régressé de



8,9%. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle qui ont baissé de 10,4%, à fin 2017. Toutefois, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré.

Enfin, les pressions inflationnistes observées depuis le début de l'année se sont atténuées en rapport avec le maintien du dispositif gouvernemental de lutte contre la vie chère. En matière de finances publiques, la gestion budgétaire pour 2017 et celle proposée pour 2018 suivent les grandes lignes du Programme de Relance de l'Economie (PRE), à savoir : l'optimisation de la collecte des recettes, la maîtrise de la dette publique, la restructuration du système financier public, la maîtrise des dépenses courantes et de la masse salariale, des transferts aux services publics personnalisés et des investissements publics. Pour garantir la stabilité monétaire, la Banque centrale régionale a maintenu une politique monétaire stricte afin de sauvegarder la stabilité extérieure, notamment en gelant le crédit brut à l'État (avances statutaires). Le Gabon a joué un rôle constructif dans la promotion des efforts de stabilité régionale et a présenté un plan de reprise économique qui a constitué le fondement du programme appuyé par les autorités. Le paiement des instances du trésor est la priorité, en raison de

l'impact sur le secteur bancaire. A ce titre, le niveau des crédits en souffrance a doublé de 5 à 10 % de 2016 à 2017. Cependant, le secteur bancaire reste solide selon la dernière revue du FMI de décembre 2017, avec un coefficient de solvabilité de 15,2 % en 2017, au-delà de la norme prudentielle de 8 %.

Le taux d'inflation est faible grâce à une politique monétaire prudente, visant notamment à plafonner les crédits aux entreprises et à l'État et à contrôler l'exposition du secteur bancaire à un portefeuille de prêts non performants. Il est estimé à 3 % en 2017, en hausse par rapport aux années précédentes, en raison notamment de l'élimination des subventions de l'État en 2016 sur les produits pétroliers. Les autorités ont pris l'engagement d'épuration progressive des arriérés intérieurs, afin de réduire les créances improductives et d'accompagner la croissance du crédit au secteur privé, dans un contexte de baisse des liquidités et de resserrement de la politique monétaire au niveau régional.

**Sources :**  
*African Economic Outlook  
 AFDB2018/GABON  
 Note de Conjoncture fin Décembre  
 2017, DGEPP*

# IDENTITÉ

## LA CDC DU GABON

### EN BREF

---

**La Caisse des Dépôts et Consignations est une institution financière créée sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC); c'est une Entité Publique de droit privé.**

- > Accomplir ses missions de service public et servir l'intérêt général;
- > Adopter des normes de gestion inspirées du secteur privé, fondées sur la rentabilité et la performance.

Sa Gouvernance est assurée par un Conseil d'administration. Ce statut juridique lui donne de l'agilité pour :

La Caisse des Dépôts et Consignations jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière tout en étant placée sous la tutelle du Ministère en charge de l'Économie.

## MISSIONS

---

L'intervention de la Caisse des Dépôts et Consignations est axée sur des missions étendues au service du développement, à savoir :

- > La Gestion des dépôts et fonds alloués aux institutionnels (dotations et ressources affectées des régies de recette et d'avance, des projets et programmes publics, des administrations, entreprises et établissements publics etc.) ;
- > La Tenue des comptes des institutionnels et des professionnels du droit et autres professionnels agissant en qualité de séquestre ;
- > La Protection de l'épargne réglementée et des fonds de tiers détenus par les professionnels du droit, les fonds admis en consignation, l'épargne populaire des caisses de retraite et les avoirs des épargnants sur livret.

La Caisse des Dépôts et Consignations est un nouveau type d'investisseur public, investi des missions d'intérêt général en appui aux politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales en matière de développement. Elle est un investisseur institutionnel et un prêteur de long terme.

**Pour remplir cette mission, la CDC doit disposer de ressources financières de long terme lui permettant de devenir un soutien financier de référence en matière de financement des infrastructures, des collectivités locales, des PME/PMI, de la promotion et acquisition immobilière ainsi que de l'inclusion financière de manière générale.**

### **Pourquoi une CDC au Gabon ?**

Dans l'optique de réaliser ses objectifs, la Caisse des Dépôts et Consignations met en production les ressources qu'elle mobilise, pour dégager de la valeur qui servira à appuyer la mise en œuvres des politiques publiques.

Son rôle est de contribuer au développement du Gabon, et repose sur des principes fondamentaux :

- > Accroître et démultiplier l'action publique ;
- > Répondre aux enjeux économiques et sociaux de l'Etat ;

- > Soutenir les politiques publiques en finançant les besoins structurants et les priorités nationales, notamment la mission première de mobilisation de l'épargne et sa sécurisation ;
- > Transformer les dépôts en emplois productifs, à travers les métiers d'investisseur et de prêteur de long terme ;
- > Contribuer à la diversification de l'économie en intervenant dans les stratégies et les plans de développement des politiques publiques ;
- > Être précurseur dans des secteurs d'activités porteurs, nouveaux ou peu matures, à encourager mais qui n'attirent pas encore les investisseurs privés.
- > Enfin, en tant qu'institution publique de financement du développement, elle est le premier investisseur de long terme capable de prendre en charge des investissements structurants d'intérêt général ou collectif et économiquement viables.

---

# UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ROBUSTE

Une Caisse de dépôt doit disposer de ressources abondantes et longues, pour lui permettre de jouer efficacement son rôle d'investisseur de long terme et de soutenir efficacement les politiques publiques.

Le modèle économique CDC repose sur la structure d'un passif long permettant de s'affranchir des contraintes de l'accès à la liquidité ou de la volatilité des actifs, ce qui implique :

- Un niveau de fonds propres élevé ;
- Des ressources longues gérées dans le cadre de mandats publics, en qualité de tiers de confiance ;
- Des instruments financiers de collecte et de mobilisation de l'épargne.

Le modèle financier répond à l'exigence d'allouer de manière optimale les ressources du passif en fonction de leur maturité vers des emplois à maturité correspondante, selon l'orthodoxie d'usage.

Cette allocation optimale des ressources permet de maximiser les rendements.

En tant qu'institution de développement se devant de financer le long terme, il va de soi que le volume des ressources longues doit primer significativement sur celles de court terme, et la CDC vient justement d'inverser la structure de son bilan : les ressources à long terme qui ne représentaient en 2012 que 30% du total des ressources, représente désormais 52% du Total Bilan.

## CHIFFRES CLÉS



## NOTRE VISION

La Caisse des Dépôts et Consignations s'est dotée de pratiques innovantes et performantes, consolidées à travers une vision ayant pour principales attributions :

- > D'affirmer son rôle dans la dynamisation de la politique financière de l'Etat, d'investisseur et de prêteur de long terme ;
- > Renforcer l'assise financière ;
- > Sécuriser les investissements et renforcer la confiance de la clientèle ;
- > Se positionner sur les secteurs identifiés comme stratégiques, porteurs et prioritaires ;
- > Assurer le financement des secteurs prioritaires notamment le logement social et les PME/PMI ;
- > Assurer la gestion des mandats confiés par l'Etat (infrastructures, environnement, etc.) ;
- > Adapter en permanence les modes d'intervention et les métiers aux enjeux économiques.

# ORGANIGRAMME



**ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL**

HERMAN NZOUNDOU BIGNOUMBA



**DIRECTION DE L'AUDIT  
& DU CONTROLE INTERNE**

LUCIENNE LILLARD



**PÔLE SUPPORT  
Secrétaire Général**

ISIDORE  
EMBENDJOKOUA



**PÔLE FINANCE  
Caissier Général**

GISÈLE BÉKALÉ



**PÔLE STRATÉGIE,  
DÉVELOPPEMENT &  
PARTICIPATIONS**

**Directeur Général Adjoint**

LAURE SANDRA KINGBO



**DIRECTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES**

JOSETTE  
BIVIGOU-RAZAKABOAY



**DIRECTION  
DU CONTRÔLE  
ET DU RECOUVREMENT**

MICHEL  
MBADINGA MAPANGO



**DIRECTION  
DES ÉTUDES,  
DE LA STRATÉGIE &  
DES PARTICIPATIONS**

WILFRIED MORAU



**DIRECTION  
DES SYSTEMES  
D'INFORMATION &  
DE LA MONÉTIQUE**

EDGARD MOUKOUMBI



**DIRECTION  
DES SERVICES  
BANCAIRES**

RITA TSINGA



**DIRECTION DU  
DÉVELOPPEMENT  
TERRITORIAL ET  
DES FINANCEMENTS**

CÉDRIC VICAIRE  
NDOUNDOU



**DIRECTION  
DES MOYENS  
GÉNÉREAUX**

AIMÉ GÉRARD  
MISTOUL NTCBORÉ



**DIRECTION  
FINANCIÈRE  
& COMPTABLE**

JEAN BRUNO  
MAKITA



**DIRECTION  
DES OPÉRATIONS  
BANCAIRES  
RÈGLEMENTÉES**

PRISCA  
NGOYO MOUSSAVOU

# SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

## MÉTIER

### LES SERVICES BANCAIRES

#### LES CHIFFRES CLÉS AU 31/12/2017

- > 474 comptes actifs à fin 2017 contre 451 en 2016 ;
- > Encours Dépôts de FCFA 168 910 millions à fin 2017 contre FCFA 117 853 millions en 2016 ;
- > Encours de Financement à l'Economie FCFA 112 269 millions à fin 2017 contre FCFA 57 274 millions en 2016.

#### DEPÔTS

Comptes	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
<b>Nouvellement créés</b>	48	62	25	37
<b>Comptes ouverts</b> (y compris reprise comptes ACCD)	521	523	542	579
<b>Comptes actifs</b>	351	406	451	474
<b>Encours Dépôts</b> <b>en millions de FCFA</b>	62 000	59 000	62 000	53 000
<b>Trésorerie disponible</b>	79 000	96 000	17 000	13 000

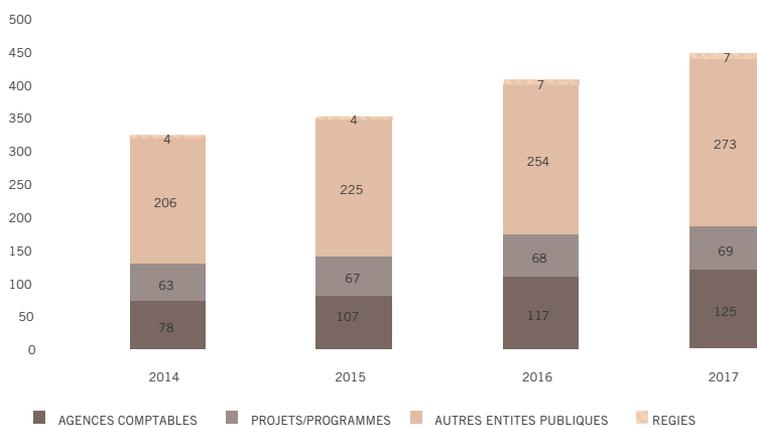


LE NOMBRE DE COMPTES ACTIFS DANS LES LIVRES DE LA CDC EST PASSÉ DE 451 EN 2016 À 474 EN 2017, SOIT UNE AUGMENTATION DE 5 %.

## SEGMENTATION DE LA CLIENTÈLE

NOMBRE DE COMPTES OUVERTS	2014	2015	2016	2017
AGENCES COMPTABLES	78	107	117	125
PROJETS/PROGRAMMES	63	67	68	69
AUTRES ENTITES PUBLIQUES	206	225	259	273
REGIES	4	4	7	7
<b>TOTAL</b>	<b>351</b>	<b>406</b>	<b>451</b>	<b>474</b>

## SEGMENTATION DE LA CLIENTÈLE DSB



## OPÉRATIONS DE TRANSFERTS

---

Le volume des opérations de transfert est en baisse en 2017.  
Le produit des commissions de transfert est en net progression en 2017 par rapport à 2016, soit 281 %.

## OPÉRATIONS NATIONALES

---

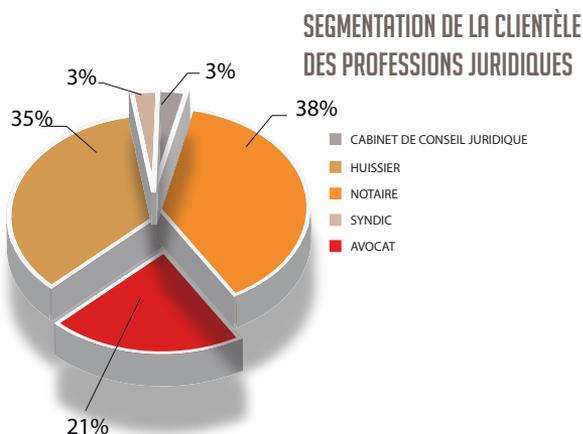
LIBELLE EN MILLION FCFA	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
<b>Chèques présentés en compensation</b>	13 000	107 000	114 000	111 000
<b>Chèques reçus de la compensation</b>	87 000	104 000	65 000	59 000
<b>Virement reçus</b>	5 000	12 000	28 000	13 000
<b>Virements reçus hors compensations</b>	619 000	489 000	313 000	379 000
<b>Virement émis</b>	93 000	119 000	212 000	142 000

Les opérations nationales sont en recul en 2017. Un ralentissement dû à la baisse des virements émis et des chèques présentés en compensation. Cette situation s'explique par la diminution des ressources des administrations publiques ayant un compte domicilié à la CDC.

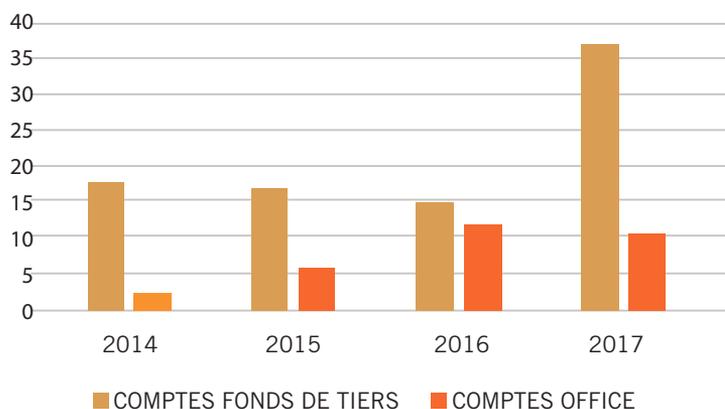
# LES OPÉRATIONS BANCAIRES RÈGLEMENTÉES

## LES PROFESSIONS JURIDIQUES

Au premier semestre 2017, l'action commerciale s'est accentuée sur la prise en compte des préoccupations de cette catégorie de clientèle, pour permettre l'amélioration de l'offre de service. Aussi, la série de visites clients amorcée a permis d'observer encore cette année de nouvelles entrées en relation.

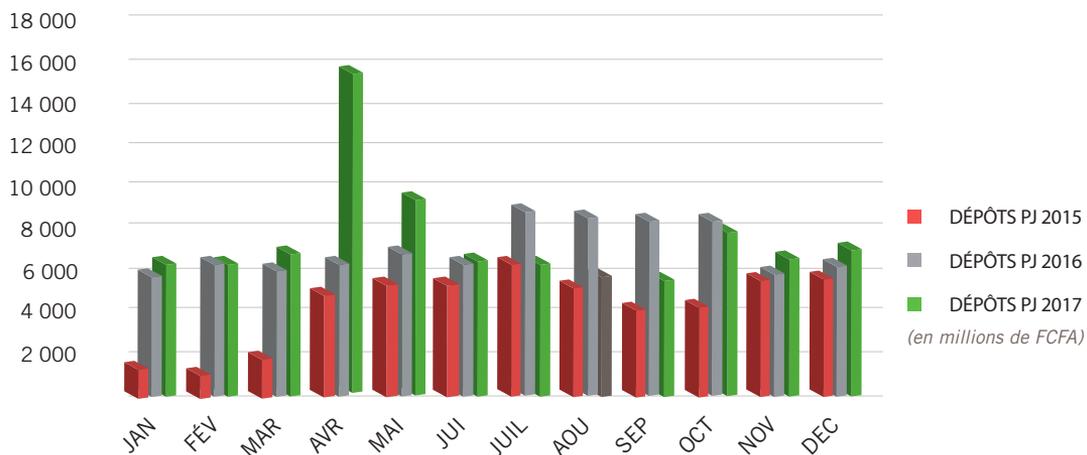


Sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2017, 48 comptes ont été ouverts, dont un dédié à la gestion de la trésorerie de la « Chambre Nationale des Huissiers ».



## ÉVOLUTIONS DES DÉPÔTS

L'année 2017 est marquée par une hausse de 7% du niveau des fonds mobilisés auprès de la clientèle des professionnels du droit. Ainsi, nous passons à un volume moyen de F CFA 7.800 millions au 31/12/2017 contre F CFA 7.300 millions au 31/12/2016. Cette hausse s'explique par l'augmentation du portefeuille client.



## PRODUITS GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ



### L'E-Banking

Lancé en début d'année 2017, ce produit présenté à la clientèle des professionnels du droit a eu un taux de souscription de 56 % au 31 décembre.



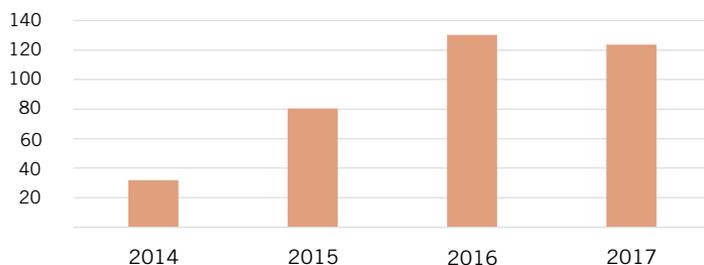
### Les financements à l'économie

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement des politiques publiques, des avances de trésorerie ont été octroyées à hauteur de FCFA 40 000 millions de francs CFA.

## LES CHARGES GÉNÉRÉES PAR L'ACTIVITÉ

Au 31 décembre 2017, le montant des intérêts reversés à la clientèle des professionnels du droit s'élève à FCFA 123 millions. Aussi, les charges sur fonds de tiers sont-elles proportionnelles au niveau des fonds mobilisés sur l'année.

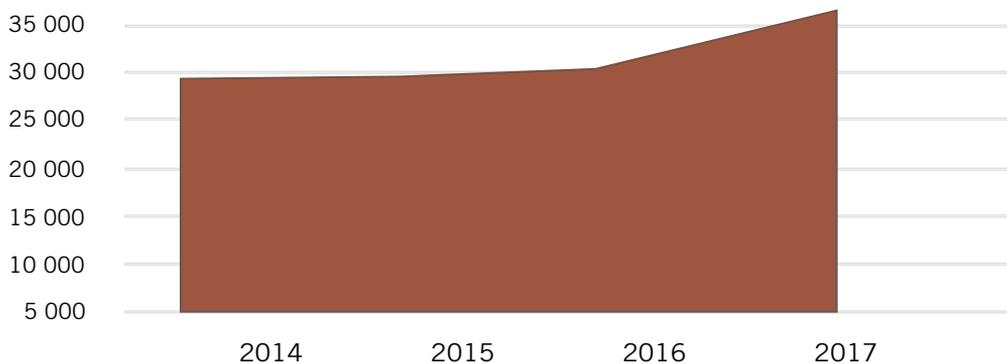
**INTERETS SUR FONDS DE TIERS**  
(en millions de FCFA)



## LES CONSIGNATIONS

Les consignations demeurent l'une des principales ressources stables sur le long terme. Ainsi, l'année 2017 s'est clôturée avec un encours de FCFA 31 476 millions contre FCFA 25 635 millions en 2016.

**ENCOURS DES FONDS CONSIGNES**  
(en millions de FCFA)

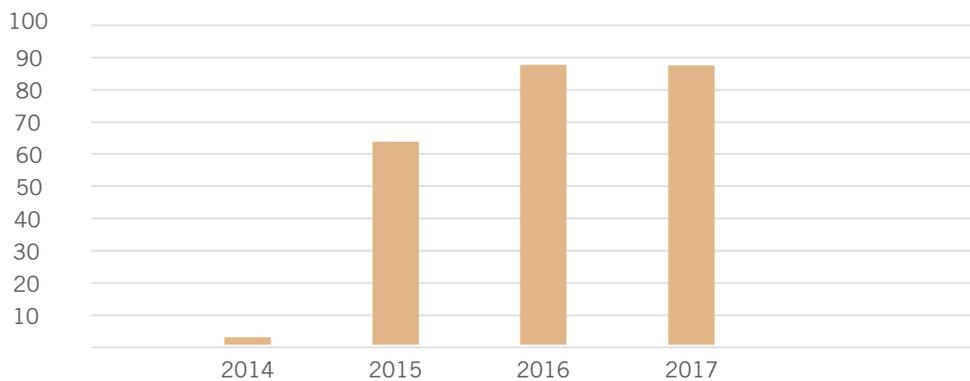


## LES CAUTIONS DOUANIÈRES

L'activité de cautions douanières (crédits d'enlèvement) a généré en 2017 F CFA 86,6 millions de produits en 2016 contre F CFA 87 millions en 2016.

### EVOLUTION DES PRODUITS CAUTIONS "DOUANE"

(en millions de FCFA)



## LE RECOUVREMENT DU FNH

### **L'année 2017 a été marquée par une intensification des contrôles.**

L'approche pédagogique a été privilégiée sur le terrain, auprès des contribuables et de leurs conseils juridiques et fiscaux. Le nombre de contrôles a augmenté de 54% comparativement à 2016.

Cette augmentation a permis d'accroître le portefeuille des sociétés à contrôler du fait de la prescription fiscale en la matière. Cette stratégie a engendré des ressources supplé-

mentaires de l'ordre de 60% par rapport à 2016. Et les encours y relatifs ont également progressé dans les mêmes proportions (58,33%).

Ceci en dépit du contexte économique difficile. Contrairement à l'exercice précédent, la Direction du Contrôle et du Recouvrement (DCR) a enregistré un faible taux de contestation en 2017.

Cette situation s'explique par le fait que la nouvelle loi n°019/2014 attribue clairement à la CDC le droit de contrôle et de recouvrement de créances .

Il reste que la CDC doit poursuivre les discussions avec les autorités afin d'extraire le recouvrement du Fonds National de l'Habitat ( FNH ) du code général des impôts. Cela aurait pour avantage de mieux organiser le recouvrement à travers:

- l'établissement d'un
- > formulaire de déclaration propre à la CDC;
- Fixer les règles et
- > encadrement avec le régisseur de sécurité social;
- > sa prescription au code de sécurité social.

# LES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

## LE SIÈGE DE LA CDC

---

L'état d'avancement des travaux du siège est de 52% à fin 2017.

Le Marché des travaux a été conclu le 23 Janvier 2015, date de signature du contrat entre HESTIA/SOCO-BTP, devenue Corail Constructions et Equipements, et la CDC.

Le chantier devrait être livré courant 1<sup>er</sup> semestre 2019.

## LES BERGES DE LA LOWÉ

---

Ce vaste programme immobilier a été suspendu pour le moment par le comité des investissements afin d'axer l'intervention de la CDC sur le logement social, économique et moyen standing pour répondre de manière rapide aux attentes de la population.

Le projet Berges de la Lowé pourrait être réactivé sous une autre forme en 2019.

## EMERAUDE

---

Ce projet est mis en attente compte tenu du coût et du

retournement de la demande liée au secteur hôtelier.

## AQUILLA

---

Cet ensemble immobilier a été acquis avec un immeuble et un foncier disponible. Sur le foncier disponible, la CDC a construit un nouvel immeuble R+4 à usage de bureaux.

Baptisé AQUILLA, l'immeuble est entièrement achevé en fin 2017. Des offres sont actuellement en étude pour sa commercialisation.

## BOUGAINVILLIERS 1 & 2

---

A fin décembre 2017, la commercialisation des 220 appartements du lotissement les Bougainvilliers a été menée en interne à la suite du plan de commercialisation validé par le Conseil d'Administration du 27 décembre 2017.

Au terme des travaux supplémentaires, le lotissement est entièrement livré et occupé à 86 %. A ce jour, près de mille (1000) familles vivent dans un espace agréable et convivial.

## IMMEUBLE 'LG'

---

La Caisse de Dépôts et Consignations à travers sa filiale Avorbam Investissements (A.I) développe un projet immobilier en R+3 à usage de bureaux et restaurant panoramique au centre-ville, en face de la Chambre de Commerce

de Libreville. Le chantier devrait être livré au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

## LES PARTICIPATIONS

Le volume du portefeuille des participations est resté relativement stable, conformément à la stratégie visant à optimiser sa performance en limitant son poids tout en améliorant le rendement des contreparties. La hausse de FCFA 700 millions observée par rapport à 2016 se justifie par des décisions de gestion tactique de deux principaux titres.

- > L'augmentation de capital dans Amethis West Africa (AWA), fonds d'investissement dans lequel la CDC s'est engagée jusqu'en 2019. A fin 2017, la CDC a ainsi confirmé 57% de cet engagement pris en 2015.
- > L'accroissement de l'exposition dans la Société de mise en valeur du bois (Somivab), opération qui boucle la restructuration du

capital de cette société reprise majoritairement par le groupe LAMBERT.

Une revue ciblée du portefeuille fait ressortir le maintien des difficultés de restructuration opérationnelle des sociétés suivantes:

- > Rougier Afrique International, titre qui représente 42 % du portefeuille des participations;
- > Ressources Golden Gram Gabon (REG) dont les activités ont été arrêtées à la suite de l'épuisement de la mine de Bakoudou;
- > SFM Gabon et Grande Mayumba Development Company, mises en sommeil sur décision de leurs Conseils d'Administration respectifs.

**PORTEFEUILLE DES PARTICIPATIONS AU 31/12/2017 (en millions de FCFA)**

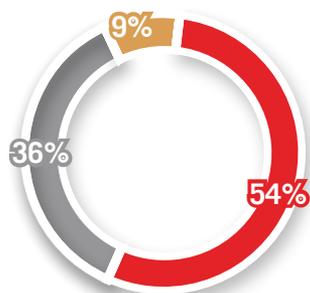
LIGNE DE PARTICIPATION CDC	PART DU CAPITAL DÉTENUE (%)	MONTANT PARTICIPATION EN FRANCS CFA
<b>Société Nationale Immobilière (SNI)</b>	4	50
<b>Société de Mise en Valeur du Bois (SOMIVAB)</b>	14,34	482
<b>SFM Gabon</b>	34	1 155
<b>Grande Mayumba Development Compagny (GMDC)</b>	10	120
<b>Compagnie Minière de l'Ogooué (COMILOG)</b>	0,50	800
<b>Banque Gabonaise de Développement (BGD)</b>	12,05	2 140
<b>Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG)</b>	5,20	600
<b>Ressources Golden Gram Gabon (REG)</b>	25	3 922
<b>Rougier Afrique International (RAI)</b>	35	15 749
<b>Société Nationale du Logement Social (SNLS)</b>	50	20
<b>NOVEC GABON</b>	40	12
<b>Société Gabonaise des Plantations Forestières de la MVOUM (SGPFM)</b>	15	950
<b>Héli Union GABON</b>	2,60	25
<b>Airtel Gabon</b>	1,20	3 612
<b>IG Télécom</b>	15	2 941
<b>Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-Ré)</b>	8	1 000
<b>Amethis West Africa (AWA)</b>	11,10	1 877
<b>Afreximbank</b>	0,40	1 541
<b>Avorbam Investissements (AI)</b>	100	100
<b>ACE Gabon</b>	0	0,01
<b>Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG)</b>	0,2	150
<b>TOTAL PARTICIPATIONS CDC</b>		<b>37 454</b>

# LA DYNAMISATION DE LA TRÉSORERIE

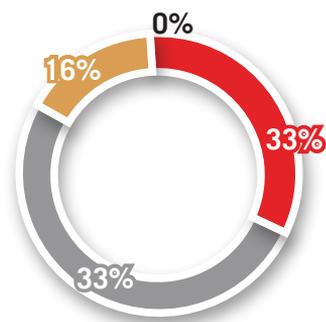
## LES PRODUITS ISSUS DE LA DYNAMISATION DE LA TRÉSORERIE

Les produits de trésorerie sont en baisse au 31/12/2017. Cette situation est essentiellement imputable au fort recul des produits des dépôts à terme, qui représentaient en proportion, 54% des produits en 2016, contre 33% en 2017. Le repli est de moindre ampleur en ce qui concerne les produits des comptes courants d'associés et les titres obligataires.

SEGMENTATION DES PRODUITS AU 31/12/2016



SEGMENTATION DES PRODUITS AU 31/12/20



- COMPTE A VUE
- DÉPÔTS A TERME
- COMPTES COURANTS ASSOCIES
- TITRES OBLIGATAIRES

# SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS

## SUPPORTS

---

### LES RESSOURCES HUMAINES

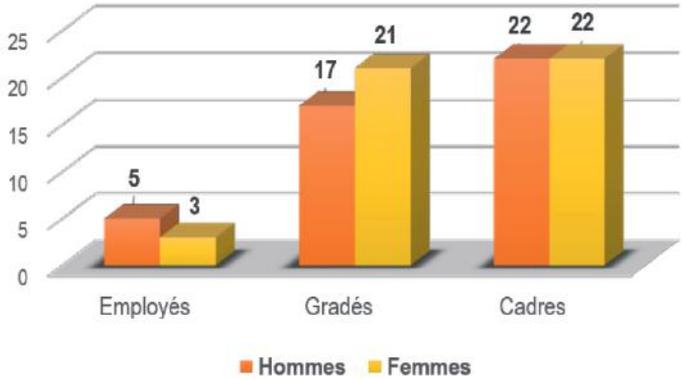
Depuis l'évaluation à mi-parcours du plan stratégique 2012-2016, la politique RH de la CDC est désormais centrée sur l'optimisation du rendement des compétences existantes, en développant la mobilité interne afin d'avoir moins recours à des recrutements et un meilleur

suivi des carrières des collaborateurs. Les formations sur le plan local sont toujours privilégiées par l'Institution dans l'optique de la maîtrise des charges de fonctionnement sans occulter la recommandation du Comité des Ressources Humaines et des Rémunérations du Conseil

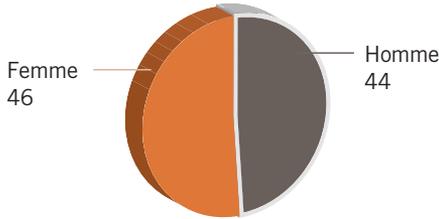
d'Administration d'allouer 5% de la masse à l'activité formation. La CDC contribue également à la formation professionnelle des futurs cadres du Gabon. En 2017, nous avons accueilli 21 stagiaires.

BILAN EFFECTIF	
Cadres	44
Gradés	38
Employés	8
<b>Total</b>	<b>90</b>

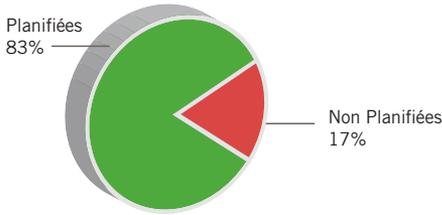
**REPARTITION DES EFFECTIFS SELON LA CATÉGORIE**



**RÉPARTITION DES EFFECTIFS SELON LE SEXE**



**ÉVOLUTION DES FORMATIONS RÉALISÉES**





# LES SYSTÈMES D'INFORMATION

---

## Après avoir mené à termes en 2016, les trois (3) projets à savoir :

- > L'implémentation de l'outil de lutte anti-intrusion « IBM Security Network Protection » ;
- > La mise en production de l'outil de rapprochements bancaires « SAGE FRP TRESORERIE » ;
- > La mise en production de l'outil LANDPARK pour la gestion du parc informatique.

Et après s'être fortement impliquée aux côtés de la DFC, la DSB et la DACI lors de la mission, qui a duré deux (2) mois, de Sopra Banking Software relative à la Revue Globale du Traitement de la Compensation, dans la continuité de cette action, la DSIM a procédé en 2017 à l'optimisation et l'automatisation des transferts des fichiers dans le processus de Telecompensation et a mis en production le contrôle visuel des chèques. La même implication a été observée dans la mise en production de l'outil ALM « CEDRE » avec HIRAM

FINANCE, même si l'exploitation de celui-ci nécessite à nouveau une mission sur site du fournisseur avec la finalisation du contrat de Maintenance et d'Assistance. Aussi, le déploiement des outils Barberousse pour le traitement des salaires et Web-Banking, s'est poursuivi avec le support et l'assistance à la clientèle concernée. Une nouvelle politique pour la gestion des impressions a été implémentée et le déploiement devra s'étendre progressivement. De même trois (3) outils ont été également mis en production à savoir :

- > L'outil KM TOOLS pour la production de la liasse fiscale et des éditions de paie ;
- > L'outil Eversuite d'archivage et de Gestion Electronique des Documents (GED) pour les extraits de compte clientèle ;
- > Le module Helpdesk développé sous SharePoint pour la gestion des incidents utilisateurs.

On peut également noter la refonte totale du module des évaluations annuelles,

---

et l'acquisition d'une grande partie du matériel pour la construction du réseau informatique du Data Center du futur siège de la CDC et du futur site de secours à l'immeuble AQUILLA. Le projet de la BEAC sur la Centrale des Incidents de Paiement (CIP) est toujours en cours et doit se poursuivre en 2018.

En octobre 2017, sous la supervision du Secrétaire Général, la DSIM s'est lancée dans un processus global de renégociation des contrats de maintenance informatique avec tous ses fournisseurs matériels et les éditeurs en vue de parvenir à une baisse significative de cette redevance de l'ordre de 15 à 20% pour l'année 2018.

- > CISCO Implementing IPTelephony and video;

- > Administration Share Point 2012 ; Administration avancée Oracle 12C et
- > SQL Server 2014 ;
- > Formation Technique sur le module PCIP de la BEAC ;
- Formation sur la sécurité et développement des sites web (SPIP et Wordpress).

En fin d'année, les travaux de la DSIM ont été principalement axés sur :

- La préparation de son plan d'actions et du budget 2018 selon la nouvelle vision et les orientations de l'Administrateur Directeur Général
- L'Audit du Cabinet Ernst & Young sur le SI de la CDC et les contrats informatiques.

# INNOVATIONS

## LES RELATIONS AVEC LE FONDS VERT POUR LE CLIMAT

**Le mois de novembre 2016 a marqué le début officiel du contrat de subvention qui a été signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et le Fonds Vert pour le Climat (ou Green Climate Fund : GCF).**

Cette subvention d'un montant de USD 300 000 est un appui préparatoire institutionnel dont les deux axes principaux sont le renforcement des capacités du Conseil National Climat (CNC), et l'identification des principaux programmes / projets de développement à faibles émissions et résilients aux changements climatiques.

L'année 2017 a connu une avancée dans la collaboration tripartite GCF-CDC-CNC, par la mise à disposition de consultants experts ayant la mission

de produire le Programme Pays du Gabon en matière de lutte contre les changements climatiques .

Le programme pays est l'un des livrables clés de cet appui préparatoire. Il s'agit d'un document itératif qui permet d'instituer un cadre de discussion stratégique entre l'Etat gabonais et les différents bailleurs de fonds. Il regroupe les principaux projets sous différents programmes d'investissement qui doivent répondre aux priorités nationales et pourront faire l'objet d'une actualisation annuelle.

Dans son statut actuel de partenaire de prestation du GCF, la CDC est dotée d'une capacité

de mobilisation et de gestion de dons s'élevant à un million de dollar par an et qui permettent de mener à bien des études de faisabilité et de préfaisabilité.

Afin d'atteindre une capacité de mobilisation et de gestion plus élevée allant de 50 à 250 millions de dollars, la CDC s'est lancée l'ambitieux défi de relever son statut au sein du GCF pour en devenir une entité accréditée. Ce processus qualitatif de renforcement des capacités et de l'expertise, qui ferait de la CDC la première entité nationale accréditée de la sous-région, est fortement soutenu et encouragé par les plus hautes autorités de l'Etat.

# GOVERNANCE - PILOTAGE

## CONTRÔLE

### MISE EN OEUVRE DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2018 - 2021

**Suite au changement de Direction Générale en septembre 2017, le Plan Stratégique de la CDC à l'horizon 2018-2021 a été actualisé. Ce plan se fonde sur une organisation en 5 pôles :**

**Finance :** accompagnement de la politique publique visant le renforcement de l'offre de financements en direction de l'économie : instruments de dette variés, capitalisation optimale des PME, etc.

**Energie et Développement durable :** accompagnement de la politique publique et du leadership des autorités dans le domaine de la transition écologique et énergétique pour une économie bas carbone ;

**Immobilier :** accompagnement de la politique publique et des engagements y relatifs en terme d'un plus

large accès des populations à un logement décent ;

**Développement territorial :** accompagnement de la politique publique de développement local et urbain avec stimulation et soutien à l'activité des collectivités locales ;

**Transport et Logistique :** accompagnement de la volonté et de la politique publique d'innovation et d'encouragement de différentes filières et segments d'activité nouveaux, structurants, à risque mais potentiellement à forte valeur ajoutée et effets d'entraînement.

La mise en oeuvre et la réussite de cette vision va de pair avec la nécessité de restaurer les principaux équilibres financiers, la rentabilité des différents portefeuilles et le respect des ratios de mesure des risques. Un plan d'économies associant programme de réduction des charges et

diagnostic de rentabilité des investissements est en cours. Les économies ainsi dégagées couplées à la mise en oeuvre d'un plan de mobilisation de l'épargne intérieure et des financements externes devraient favoriser l'atteinte des objectifs.

Le projet de constitution d'une banque d'études en vue de la dynamisation du volet «Etudes» au sein de la CDC a franchi une première étape avec la validation d'une liste de plusieurs thèmes aussi variés que la finance, l'agro-business, l'instauration d'un système d'adressage par géolocalisation, etc. Les étapes en cours visent à apprécier les possibilités réelles de migration de ces idées de projets vers un business model potentiellement créateur de valeur pour la CDC ou la société.

# PRODUCTION DE L'INFORMATION COMPTABLE

**Parallèlement aux activités quotidiennes et classiques dévolues à la Direction de la Comptabilité, les neufs premiers mois de l'année 2017 auront été marqués par un certain nombre de faits dont les plus remarquables portent sur :**

## **Performances comptables et Financières**

Acquittement des obligations fiscales de déclaration de (TVA

et de TPS) dans les délais requis. Respect du principe de production d'arrêtés mensuels.

## **Elaboration du compte de Gestion**

Le renforcement des capacités en Ressources Humaines de la Comptabilité Publique a permis d'élaborer le compte de gestion avec diligence. En effet, sur l'année 2017, la

confection du compte de gestion a été réalisée à hauteur de 80% dans la mesure où les mois de janvier à août 2017 ont fait l'objet de traitement et d'archivage.

## **Commissariat aux comptes**

S'agissant de l'audit des comptes au 31/12/2017, la DFC en tant que point focal a supervisé la mission des Commissaires Aux Comptes.

# AUDIT ET CONTROLE INTERNE

**Les activités de la Direction ont principalement été portées sur l'apurement des comptes de compensation. Les travaux effectués sur les comptes de compensation avec pour objectif l'apurement des suspens, ont permis depuis 2016 de :**

- > Proposer la mise en place de nouveaux schémas et de comptabiliser des écritures correctives, après revue et validation du Commissaire aux Comptes, afin d'aboutir à un lettrage manuel des écritures de 2008 à 2015. Ces régularisations ont contribué à la diminution de la volumétrie des comptes de compensation dans le bilan.
- > Constater, la reprise de

FCFA 11.059 millions écrasés sur le bilan d'ouverture de la CDC en 2014, au crédit du compte de compensation Valeurs non imputées « 3870000000 », car il a été déterminé que la source des écarts dans ce compte et d'autres était plutôt l'absence d'unscript / processus cohérent au cours des années. Cette reprise a permis un rétablissement du total des fonds propres de la CDC.

- > Constater la reprise du montant de la provision comptabilisée en 2015 de F CFA 905 millions, pour risques et charges, en contrepartie du compte de compensation Valeurs non imputées

«3870000000». Cette reprise a contribué à l'amélioration du résultat net pour l'année 2016.

- > Solder les écarts résiduels de F CFA 8.544 millions en produits exceptionnels (HAO) à la clôture de l'exercice 2017, avec une provision pour risques et charges d'un montant de F CFA 1.000 millions comptabilisée pour pallier aux possibles réclamations.

Ainsi, le dossier des suspens en compte de compensation est bouclé au cours de cet exercice 2017. A ce jour, les opérations de compensation se débouclent normalement.

## SOLDES DES COMPTES DE COMPENSATION

TOTAL DES SOLDES DES COMPTES DE COMPENSATION <i>(en millions de FCFA)</i>	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
	-2 649	-5 802	-30 936	-29 409

### Quelques faits saillants sur l'activité principale de la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne

- > Le plan d'audits et des contrôles établi pour 2017 a été réalisé respectivement à hauteur de 89% et 88%.
- > Concernant la surveillance des risques, les modalités et la fréquence du reporting étant défini et validé par le Comité d'Audit et des Risques du

Conseil d'Administration, la Direction de l'Audit et du Contrôle Interne a au cours de 2017 :

- > Suivi et présenté tous les risques non maîtrisés à chaque Comité ;
- > Surveillé les risques moyennement maîtrisés de manière périodique (3 fois l'an) ;
- > Présenté l'ensemble des risques au Comité d'Audits et des Risques en fin d'année.

- > Il a été mis en place un système permettant de surveiller la mise en oeuvre des recommandations des missions d'audits et contrôles internes, ainsi que celles des missions du commissaire aux comptes et autres cabinets indépendants. Les résultats de ces données sont communiqués au management.



# ETATS FINANCIERS

---

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

**CDC**

Etablissement Public avec Conseil d'Administration

BP 8820  
Libreville  
République Gabonaise

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Document confidentiel

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter [www.deloitte.com/about](http://www.deloitte.com/about).

© 2018 Deloitte Gabon - Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

h

## CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS CDC

Etablissement Public avec Conseil d'Administration  
BP 8820  
Libreville  
République Gabonaise

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2017, sur :

- l'audit des états financiers annuels de la Caisse des Dépôts et Consignations, tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

#### **I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS**

##### **1.1 Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), et qui comprennent le bilan au 17 mai 2018 faisant ressortir des capitaux propres de FCFA 64 895 millions, le compte de résultat faisant apparaître un résultat net bénéficiaire de FCFA 1 815 millions pour l'exercice 2017, le tableau financier des ressources et des emplois, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans l'état annexé

A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables éditées par le système comptable OHADA.

Document confidentiel

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société de droit anglais (« private company limited by guarantee »), et à son réseau de cabinets membres constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes. Pour en savoir plus sur la structure légale de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses cabinets membres, consulter [www.deloitte.com/about](http://www.deloitte.com/about).

© 2018 Deloitte Gabon - Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

# Deloitte.

## 1.2 Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes Internationales d'audit (ISA) applicables au Gabon, conformément aux dispositions du règlement 001/2017/CM/OHADA daté du 8 juin 2017 relatif à l'harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 jusqu'à la date d'émission du présent rapport.

## 1.3 Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes I-B-VIII et II-A.10 de l'état annexé aux états financiers annuels, concernant :

- (i) Note I-B-VIII, relative à l'impact sur les états financiers annuels, des écritures de régularisation comptabilisées en 2017 au titre de l'apurement du solde résiduel des comptes internes de compensation, tel qu'il était inscrit au bilan à fin 2016 ;
- (ii) Note II-A.10, relative à l'impact sur les états financiers annuels 2017, de l'affinement de la méthode de comptabilisation des ressources perçues par la CDC au titre du Fond National de l'Habitat (FNH) ;
- (iii) Note II-A.2, relative à la méthode de dépréciation des titres de participation et aux estimations comptables retenues par la CDC à fin 2017.

## 1.4 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux états financiers annuels

Il appartient à la Direction Générale d'établir des états financiers annuels présentant une image fidèle, conformément aux principes et méthodes comptables édictés par le Système Comptable OHADA, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe à la Direction Générale d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces états financiers, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les états financiers annuels 2017 de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 17 mai 2018.



**1.5 Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les états financiers annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont détaillées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels", en annexe du présent rapport.

**2 VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables au Gabon, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Administrateurs sur la situation financière et les états financiers annuels.

Fait à Libreville, le 29 juin 2018

**Le Commissaire aux comptes****Deloitte Touche Tohmatsu**

Deloitte Touche Tohmatsu  
Tel. (241) 01.77.21.42 / 43 - 01.74.41.93  
Fax. (241) 01.74.41.92 - B.P. 4600 Libreville  
NIF 293 742 1  
BOC/M/2001B001172

**Nicolas Balesme**  
Associé – Expert-comptable agréé Cémac

## ANNEXE 1 - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes « ISA », le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les états financiers ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des états financiers et évalue si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**BILAN - ACTIF**

Désignation de l'entreprise : **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

Adresse : BP : 8820 Immeuble ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE

Numéro Contribuable : NIF 793485N Exercice clos au 31/12/2017

Durée en mois : 12

Réf.	ACTIF	2 017			2 016				
		Brut	Amort./Prov.	Net	Net				
	<b>ACTIF IMMOBILISE (I)</b>								
AA	Charges immobilisées	14 120 158		14 120 158	21 180 236				
AX	Frais d'établissement	14 120 158		14 120 158	21 180 236				
AY	Charges à répartir								
AC	Primes de remboursement des obligations								
AD	Immobilisations incorporelles	1 113 742 733	929 937 650	183 805 083	209 139 853				
AE	Frais de recherche et de développement								
AF	Brevets, licences, logiciels	1 113 742 733	929 937 650	183 805 083	209 139 853				
AG	Fonds commercial								
AH	Autres immobilisations incorporelles								
AI	Immobilisations corporelles	28 312 983 752	2 749 915 087	25 563 068 665	26 164 684 574				
AJ	Terrains	22 178 590 130	263 760 000	21 914 830 130	21 914 830 130				
AK	Bâtiments	3 593 780 370	706 992 617	2 886 787 753	3 174 290 183				
AL	Installations et agencements	1 265 592 116	857 437 167	408 154 949	535 538 978				
AM	Matériel	909 665 199	697 119 814	212 545 385	328 748 219				
AN	Matériel de transport	365 355 937	224 605 689	140 750 248	211 279 064				
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	26 173 165 336		26 173 165 336	20 068 736 715				
AQ	Immobilisations financières	66 065 171 244	12 524 098 197	53 541 073 047	58 922 959 052				
AR	Titres de participation	37 454 350 495	12 524 098 197	24 930 252 298	31 700 829 296				
AS	Autres immobilisations financières	28 610 820 749		28 610 820 749	27 222 029 756				
AW	(I) dont H.A.O. : Brut Net	<table border="1"> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> </table>	0	0	0	0			
0	0								
0	0								
<b>AZ</b>	<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>121 679 163 223</b>	<b>16 203 950 934</b>	<b>105 475 232 289</b>	<b>105 386 600 430</b>				
	<b>ACTIF CIRCULANT</b>								
BA	Actif circulant H.A.O.								
BB	Stocks								
BC	Marchandises								
BD	Matières premières et autres approvisionnements								
BE	En-cours								
BF	Produits fabriqués								
BG	Créances et emplois assimilés	138 556 265 822	301 956 830	138 253 308 992	83 509 582 371				
BH	Fournisseurs, avances versées								
BI	Clients	112 511 250 573	241 956 828	112 269 299 744	57 273 902 486				
BJ	Autres créances	20 044 009 249	60 000 001	25 984 009 248	20 235 919 873				
<b>BK</b>	<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>138 556 265 822</b>	<b>301 956 830</b>	<b>138 253 308 992</b>	<b>83 509 582 371</b>				
	<b>TRESORERIE-ACTIF</b>								
BQ	Titres de placement	5 152 866 328	731 520 760	4 421 345 568	1 438 855 370				
BR	Valeurs à encaisser								
BS	Banques, chèques postaux, Caisses	8 614 360 813		8 614 360 813	15 315 516 535				
<b>BT</b>	<b>TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)</b>	<b>13 767 227 142</b>	<b>731 520 760</b>	<b>13 035 706 382</b>	<b>16 754 371 905</b>				
BU	Écarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)								
<b>BZ</b>	<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>274 001 676 187</b>	<b>17 237 428 624</b>	<b>256 764 247 664</b>	<b>205 650 654 706</b>				

## BILAN - PASSIF

Désignation de l'entreprise :

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

Adresse : BP : 8820

**IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE**

Numéro Contribuable : NIF 793485N

Exercice clos au 31/12/2017

Durée en mois : 12

Réf.	PASSIF	2 017	2 016
	<b>CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>		
CA	Capital	10 000 000 000	10 000 000 000
CB	Actionnaires capital non appelé		
CC	Primes et Réserves	19 047 025 816	16 467 117 564
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion (d'émission)		
CE	Ecart de réévaluation		
CF	Réserves indisponibles	1 713 614 098	1 455 623 271
CG	Réserves libres		
CH	Report à nouveau (+ ou -)	17 333 411 720	15 011 494 293
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	1 815 095 940	2 579 908 252
CK	Autres capitaux propres	34 033 283 589	35 372 068 748
CL	Subventions d'investissement	16 818 942	16 818 942
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	34 016 464 647	35 355 249 604
CP	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>64 895 405 345</b>	<b>64 419 094 562</b>
	<b>DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)</b>		
DA	Emprunts		
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC	Dettes financières diverses		
DD	Provisions financières pour risques et charges	1 166 557 440	165 367 571
DE	(1) dont H.A.O. : <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>		
DF	<b>TOTAL DETTES FINANCIERES (II)</b>	<b>1 166 557 440</b>	<b>165 367 571</b>
DG	<b>TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)</b>	<b>66 061 962 785</b>	<b>64 584 462 133</b>
	<b>PASSIF CIRCULANT</b>		
DH	Dettes circulantes H.A.O. et ressources assimilées		
DI	Clients, avances reçues	168 910 091 139	117 853 492 082
DJ	Fournisseurs d'exploitation	3 731 009 851	2 719 815 468
DK	Dettes fiscales	629 103 355	269 132 741
DL	Dettes sociales	140 071 767	111 039 965
DM	Autres dettes	17 163 966 772	19 832 319 337
DN	Risques provisionnés		
DP	<b>TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)</b>	<b>190 574 242 884</b>	<b>140 785 799 593</b>
	<b>TRESORERIE-PASSIF</b>		
DQ	Banques, crédits d'escompte		
DR	Banques, crédits de trésorerie		
DS	Banques, découverts	84 816 995	162 870 980
DT	<b>TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)</b>	<b>84 816 995</b>	<b>162 870 980</b>
DU	Ecart de conversion-Passif (V) (gain probable de change)	43 225 000	117 422 000
DZ	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>256 764 247 664</b>	<b>205 650 554 706</b>

Désignation de l'entreprise :  
 Adresse : BP : 8820  
 Numéro Contribuable :

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
 IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDEDE  
 Exercice clos au 31/12/2017  
 NIF 793485N

Durée en mois: 12

COMPTE DE RESULTAT - PRODUITS

Réf.	Produits	2 017	2 016	Evolution en %
	<b>ACTIVITÉ D'EXPLOITATION</b>			
TA	Ventes de marchandises			
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES			
TC	Ventes de produits fabriqués			
TD	Travaux, services vendus	145 808 528	194 808 281	-25%
TE	Production stockée ou déstockage (+ ou -)			
TF	Production immobilisée			
TG	MARGE BRUTE SUR MATIÈRES	145 808 528	194 808 281	
TH	Produits accessoires	31 425 111	38 406 379	-18%
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES(1) (TA + TC + TD + TH)	177 233 639	233 214 660	
TJ	(1) dont à l'exportation			
TK	Subventions d'exploitation			
TL	Autres produits	7 377 818 303	5 019 873 814	47%
TN	VALEUR AJOUTÉE	5 402 962 831	2 921 088 718	
TQ	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 407 519 289	822 718 194	
TS	Reprises de provisions et d'amortissements	87 061 078	952 173 731	-91%
TT	Transferts de charges			
TW	Total des produits d'exploitation	7 842 213 928	8 285 262 298	23%
TX	RÉSULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+); Perte (-)	-6 488 373 140	-2 146 275 152	
	<b>ACTIVITÉ FINANCIÈRE</b>			
UA	Revenus financiers	1 067 362 847	4 623 634 112	-78%
UC	Gains de change		664 248	-100%
UD	Reprises de provisions			
UE	Transferts de charges			
UF	Total des produits financiers	1 067 362 847	4 824 298 360	-78%
UG	RÉSULTAT FINANCIER (+ ou -)	-560 738 504	4 017 718 012	
UH	Total des produits des activités ordinaires	8 708 875 867	11 128 660 585	-22%
UI	RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (U) (+ ou -)	-7 049 111 844	1 871 442 860	
UJ	(U) dont impôt correspondant			
	<b>HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)</b>			
UK	Produits des cessions d'immobilisations	1 314 000	1 398 305	-6%
UL	Produits H.A.O.	8 894 332 266	625 683 320	1322%
UM	Reprises H.A.O.		103 420 424	-100%
UN	Transferts de charges			
UO	Total des produits H.A.O.	8 895 646 266	730 502 049	1118%
UP	RÉSULTAT H.A.O. (+ ou -)	8 864 207 584	708 485 392	1151%
UT	TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	17 805 222 133	11 880 062 014	48%
UZ	RÉSULTAT NET Bénéfice (+); Perte (-)	1 815 095 940	2 579 908 252	-30%

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DPOTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : BP : 8820 IMMEUBLE ORCHIDIA, RUE JEAN NDENDE

Numéro Contribuable : NIF 793485N Exercice clos au 31/12/2017

Durée en mois : 12

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES

Réf.	Charges	2 017	2 016	Evolution en %
	<b>ACTIVITÉ D'EXPLOITATION</b>			
RA	Achats de marchandises			
RB	- Variation de stocks (- ou +)			
	(Marge brute sur marchandises voir TB)			
RC	Achats de matières premières et fournitures liées			
RD	- Variation de stocks (- ou +)			
	(Marges brute sur matières voir TG)			
RE	Autres achats	173 390 159	126 600 734	37%
RH	- Variation de stocks (- ou +)			
RI	Transports	114 595 787	135 085 460	-15%
RJ	Services extérieurs	1 684 007 804	1 937 212 826	-13%
RK	Impôts et taxes	11 355 361	4 170 000	172%
RL	Autres charges	168 900 000	128 920 739	31%
	(Valeur ajoutée voir TN)			
RP	Charges de personnel (I)	1 995 383 542	2 098 382 521	-5%
	(I) dont personnel extérieur : 0 / 0			
RQ	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)			
RS	Dotations aux amortissements et aux provisions	9 982 953 507	3 921 165 077	155%
RW	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>14 130 586 160</b>	<b>8 351 537 357</b>	<b>69%</b>
	(Résultat d'exploitation voir TX)			
	<b>ACTIVITÉ FINANCIÈRE</b>			
SA	Frais financiers	1 628 101 351	906 580 348	80%
SC	Pertes de change			
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions			
SF	<b>Total des charges financières</b>	<b>1 628 101 351</b>	<b>906 580 348</b>	<b>80%</b>
	(Résultat financier voir UG)			
SH	<b>Total des charges des activités ordinaires</b>	<b>15 758 687 511</b>	<b>9 258 117 705</b>	<b>70%</b>
	(Résultat des activités ordinaires voir UI)			
	<b>HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (H.A.O.)</b>			
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		1 483 429	-100%
SL	Charges H.A.O.	31 436 682	20 553 228	53%
SM	Dotations H.A.O.			
SO	<b>Total des charges H.A.O.</b>	<b>31 436 682</b>	<b>22 036 657</b>	<b>43%</b>
	(Résultat H.A.O. voir UP)			
SQ	Participation des travailleurs			
SR	Impôts sur le résultat			
SS	<b>Total participation et impôts</b>			
ST	<b>TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES</b>	<b>15 790 128 193</b>	<b>9 280 154 362</b>	<b>70%</b>
	(Résultat net voir UZ)			

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS  
 Adresse : RUE JEAN NDENDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 6820  
 Numéro Contribuable : 793 485 N

Exercice clos le : 31 décembre 2017 Durée en mois : 12

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G)

- Charges décaissables restantes  
 + Produits encaissables restants

		E.B.E	
(SA) Frais financiers (SC) Pertes de change	1 628 101 351	(TT) Transferts de charges d'exploitation	3 407 499 289
(SL) Charges H.A.O	27 059 527	(UA) Revenus financiers	1 067 362 847
(SQ) Participation des travailleurs	-	(UE) Transferts de charges financières	-
(SR) Impôts sur résultat	-	(UC) Gains de change	-
		(UL) Produits H.A.O	8 894 352 266
		(UN) Transferts de charges financières H.A.O	-
<b>Total (I)</b>	<b>1 655 160 878</b>	<b>Total (II)</b>	<b>13 369 214 402</b>

CAFG : Total (II) - Total (I) = 11 714 053 524 (N - 1)

AF = CAFG - Distribution de dividendes dans l'exercice (1) 11 714 053 524 (N - 1)

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E)

+ Var. Stocks(2) + Var. Créances(2) + Var. Dettes circulantes(2)

Variation des stocks : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(BC) Marchandises	OU	
(BD) Matières premières	OU	
(BE) En cours	OU	
(BF) Produits fabriqués	OU	
<b>(A) Variation globale nette des stocks</b>	<b>ou</b>	

Variation des créances : N - (N-1)	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	ou	-
(BI) Clients	54 995 337 246	ou
(BJ) Autres créances	ou	251 610 623
Ecart de conversion	ou	-
<b>(B) Variation globale nette des créances</b>	<b>54 743 726 623</b>	<b>ou</b>

Variation des dettes circulantes : N - (N-1)	Emplois Diminution (-)	Ressources Augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	ou	51 056 599 057
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	ou	1 011 194 383
(DK) Dettes fiscales	ou	359 970 614
(DL) Dettes sociales	ou	29 031 802
(DM) Autres dettes	2 668 352 565	ou
(DN) Risques provisionnés	ou	-
<b>(C) Variation globale nette des dettes circulantes</b>	<b>-</b>	<b>ou</b>

**VARIATION DU B.F.E = (A) + (B) + (C)** 4 955 283 332 ou

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)

ETE = EBE - Variation B.F.E - Production immobilisée

	2 017	2 016
Excédent brut d'exploitation	3 407 499 289	822 716 194
- Variation du B.F.E (- si emplois, + si ressources) (- ou +)	4 955 283 332	-71 047 809 012
- Production immobilisée	#####	#####
<b>EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION</b>	<b>#####</b>	<b>- 70 225 092 818</b>

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O

Désignation de l'entreprise : CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Adresse : RUE JEAN NDEDE, IMMEUBLE ORCHIDIA LIBREVILLE BP : 8820

Numéro Contribuable : 793 485 N

Exercice clos le :

31 décembre 2017

Durée en mois : 12

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

C - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

REF		2 017		2 016
		Emplois	Ressources	(E- ; R+)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées (Augmentations dans l'exercice)	-	7 060 078	7 060 078
	Croissance interne			
FB	Acquisitions / Cessions d'immobilisations incorporelles	"	86 874 140	"
FC	Acquisitions / Cessions d'immobilisations corporelles	64 981 601	79 279 552	"
	Croissance externe			
FD	Acquisitions-Cessions d'immobilisations financières	3 256 681 120	1 168 864 000	#####
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	3 457 692 905	1 342 077 770	#####
	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : var. B.F.E)	4 955 283 332	-	#####
FG	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	8 412 976 237	1 342 077 770	#####
FH	III. EMPLOIS / RESSOURCES (B.F. H.A.O.)			
FI				
FJ	IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
	Remboursements selon échéancier des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	8 412 976 237	1 342 077 770	#####
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G (Ressources)	-	11 714 053 524	"
	VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN	Subventions d'investissement			
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts(2)	-	-	
FR	Autres dettes financières(2)			
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C. RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		11 714 053 524	5 445 564 298
	D. EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT ( C - B)		4 043 155 057	
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
FU	Trésorerie nette à la clôture de l'exercice + ou -	8 529 543 818	-	#####
FV	Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice + ou -	15 152 645 555	-	24 229 388 680
FW	Variation Trésorerie (+ si Emploi ; - si Ressources)	- 6 623 101 737	-	9 076 743 125
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota: I, IV, VII: en termes de flux; II, III, VIII: différences "Bilantelles"

CONTRÔLE ( à partir des masses des bilans N et N - 1)	Emplois		ou	Ressources	
Variation du fonds de roulement (Fdr) : FdR(N) - Fdr (N-1)		-	ou		4 955 283 332
Variation du B.F global (B.F.G) : BFG(N) - BFG (N-1)	4 955 283 332		ou		-
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)		-	ou		-
TOTAL	4 955 283 332		=		4 955 283 332



**CAISSE  
DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS**

*Le partenaire économique de long terme*

Siège Social :  
2ème étage Immeuble Orchidia  
Rue Jean NDENDE  
B.P. : 8820 – Libreville –Gabon  
Tél. : (+ 241) 01 77 01 15  
Fax : (+241) 01 77 01 69  
[www.cdc-gabon.ga](http://www.cdc-gabon.ga)